

**Par e-mail**

m@bakom.admin.ch

Monsieur le Conseiller fédéral Albert Rösti  
Chef du Département DETECSRG SSR  
Giacomettistrasse 1  
3000 Berne 31

Date 20 novembre 2023

**Procédure de consultation de la révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV) – prise de position de la SSR**Monsieur le Conseiller fédéral, cher Monsieur,  
Mesdames et Messieurs,

La Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) vous remercie de la possibilité qui lui est offerte de participer à la mise en consultation de la révision partielle de l'ORTV – possibilité que nous saisissons volontiers dans les délais impartis. Dans ce contexte, voici notre position.

**Synthèse**

- 1. La SSR salue le fait que le Conseil fédéral rejette l'initiative. La SSR considère que le peuple refusera également cette initiative, qui est trop radicale et qui mettrait en danger l'existence du service public audiovisuel. La population s'est déjà exprimée à ce sujet durant la votation « No Billag » en 2018.**
- 2. La SSR est contre les réductions de la redevance média (ménages et entreprises) proposées par le Conseil fédéral.**
- 3. D'un côté, le contre-projet du Conseil fédéral provoquerait une suppression massive de postes et une réduction sévère du programme – cela sans égard pour le public. Pour la SSR, la suppression annoncée du supplément pour renchérissement et les réductions de la redevance média proposées par le Conseil fédéral, ainsi que le recul des recettes publicitaires représenteraient jusqu'à 240 millions de francs de manque à gagner. Au total, toutes régions confondues, quelque 900 postes risqueraient d'être progressivement supprimés à la SSR d'ici 2027.**  
De l'autre côté, la Concession SSR, qui définit le mandat de prestations, court jusqu'en 2028 et ce, sans modification. Du fait des défis financiers qui s'accumulent (recul des recettes publicitaires, suppression de la compensation du renchérissement et proposition de réduction de la redevance des ménages et des entreprises), l'accomplissement du mandat de prestations sera compromis à compter de 2025, pour ne plus être finançable à compter de 2027. La SSR attend donc du Conseil fédéral qu'il continue d'assurer un financement adapté au mandat de prestations actuel.

4. Dans le cadre de la redevance actuelle, la SSR assume ses responsabilités. En appliquant systématiquement des mesures d'efficacité, elle continuera de tout mettre en œuvre pour faire face aux réductions prévisibles en termes de recettes publicitaires et pour réaliser la transformation qui s'impose.

## Les médias sont déterminants pour la démocratie

Dans une démocratie directe, les citoyennes et citoyens doivent être bien informés. La SSR contribue à ce que le public évolue en se forgeant librement son opinion dans un contexte sociétal de plus en plus complexe et qu'il puisse participer en toute connaissance de cause à la vie au sein des institutions de l'Etat.

A l'heure où le journalisme fait face à des difficultés grandissantes de financement et où les postes de travail disparaissent, le rôle de la SSR ne cesse de gagner en importance. Une entreprise média saine et financée par l'argent public profite à l'ensemble du système média.

L'un des problèmes majeurs est la forte progression de l'indigence en matière d'information. Une part toujours plus importante de citoyennes et citoyens ne consomme pratiquement plus de médias – une menace grandissante pour le bon fonctionnement de la démocratie, d'autant que la population ne consommant aucun média d'information va elle aussi croissant. Un service public médiatique avec moins de moyens, peut lutter moins efficacement contre cette tendance problématique

## Le mandat de la SSR

Conformément aux dispositions de la Concession, la SSR propose 17 programmes radio et 7 programmes TV dans les quatre langues nationales ainsi que des offres en ligne dans ces mêmes langues et dans six autres langues dans le cadre de son mandat à destination de l'étranger.

Conformément à la Constitution, le service public média ne se cantonne pas à l'information. Grâce à une palette programmatique faite d'information, de culture, d'éducation, de divertissement et de sport, la SSR peut toucher un large public. Les chaînes spécialisées comme CNN ou encore Arte, qui se concentrent respectivement sur l'information et la culture, ne touchent qu'un public de niche. Pour accomplir son mandat de service public (contextualisation pertinente, libre formation de l'opinion, cohésion nationale, intégration, information, éducation, culture, divertissement et sport), la SSR doit atteindre un public large.

Ce mandat constitutionnel, la SSR le remplit dans les domaines de la radio et de la télévision en fournissant une offre complète de contenus à l'ensemble de la population. Ainsi, 83 %<sup>1</sup> de la population suisse (15 ans et plus) utilise chaque semaine une offre de la SSR. L'utilisation des programmes radio et TV linéaires recule et celle des offres en ligne progresse. Avec son offre en ligne, la SSR touche actuellement près de 3,5 millions de personnes<sup>2</sup> chaque mois – et la part de personnes qu'elle atteint uniquement en ligne va croissant, en particulier chez les jeunes.

En situation extraordinaire, on note que les audiences explosent – comme le 15 mars 2020 lorsque plus de 2,3 millions de personnes ont regardé une édition principale du téléjournal consacrée à la crise du coronavirus<sup>3</sup>. La semaine de la conférence de presse du Conseil fédéral sur la pandémie (16 mars 2020), les pages web et les applications de la SSR ont même enregistré quelque 36 millions de visites<sup>4</sup>.

Outre la dimension quantitative (chiffres liés à l'utilisation), la perception en matière de plus-value est également primordiale. Ainsi par exemple, la population juge importantes pour la légitimité de la SSR la couverture de l'actualité dans les régions linguistiques et la collaboration entre ces dernières, déployées à travers des échanges d'émissions, des coproductions interrégionales et des opérations nationales. La nouvelle plateforme de streaming de la SSR, «Play Suisse», propose également des fictions et des documentaires issus des différentes régions linguistiques – sous-titrés dans les autres langues. Plus de

<sup>1</sup> SRG Personal Value Studie (Intervista), enquête en ligne, printemps 2023, n(CH)=2'355, personnes (actives web) dès 15 ans, pénétration hebdomadaire en %

<sup>2</sup> Mediapulse Online Audience Data, pénétration mensuelle janv.-sept. 2023

<sup>3</sup> Mediapulse TV Data (Instar Analytics), Suisse, personnes de 3 ans et plus y c. invités, toutes plateformes confondues, 30.12.2019-2.1.2022, AvWkRch%, journée entière, overnight +7

<sup>4</sup> Visites Mapp Intelligence (mesure en ligne SSR interne), toutes apps et pages web confondues

800 000 personnes se sont déjà enregistrées sur «Play Suisse» avec un login.

Une récente étude internationale de Reuters<sup>5</sup> montre que la confiance dans les médias d'information recule. Mais dans le même temps, la confiance dans les actualités diffusées par la SSR reste élevée et stable (73% SRF), voire a encore augmenté (71% RTS).

## Diversité et équilibre

La SSR doit, selon la loi, proposer une offre équivalente dans les trois langues officielles ainsi qu'une offre en romanche. A travers son offre journalistique, elle promeut la compréhension, la cohésion et l'échange entre les différentes parties du pays, communautés linguistiques, cultures, religions et communautés sociétales. Elle tient compte des spécificités du pays et des besoins des cantons. Et grâce à ses émissions rédactionnelles, c'est toute la diversité des événements et des points de vue qui peut s'exprimer de manière appropriée. Une récente étude du Centre de recherche Public et société (fög) montre que la RTS et SRF couvrent l'actualité de façon diversifiée et équilibrée (RSI/RTR ne faisaient pas partie de l'analyse). L'analyse portait sur la couverture des médias romands et alémaniques de 44 objets de vote nationaux entre septembre 2018 et juin 2023. D'après l'institut fög, la RTS et SRF ont, dans leur couverture de l'actualité, une tonalité moyenne positive vis-à-vis des positions majoritaires et ne montrent aucun positionnement en faveur d'objets de la gauche ou de la droite<sup>6</sup>. Dans le cadre de l'analyse des contenus réalisée chaque année par ce même institut, les contenus d'information de la SSR examinés s'avèrent plus convaincants que la moyenne en matière de pertinence, de diversité, de contextualisation et de professionnalisme<sup>7</sup>.

## Financement et efficacité

La SSR dispose d'un budget total de 1,55 milliard de francs par an; sa quote-part de redevance média plafonnée s'élève à 1,25 milliard de francs. En 2018, les charges d'exploitation de la SSR s'élevaient au total à 1,633 milliard de francs. Elles ont ensuite reculé pour atteindre 1,515 milliard de francs en 2022. Depuis 2018, la SSR a économisé plus de 100 millions de francs dans le cadre de programmes de réduction des coûts.

En comparaison internationale, par exemple avec la RAI, France Télévisions, ARD ou encore ZDF, la SSR dispose de moins de moyens pour son offre nationale en quatre langues. Si la Suisse était monolingue, la redevance de réception par ménage et par an s'élèverait à 200 francs environ<sup>8</sup>.

Quelque 300 millions de francs du budget total de la SSR sont issus de recettes commerciales et d'autres recettes, dont la grande majorité provient de la publicité TV. A la SSR, comme dans toutes les entreprises média suisses, les recettes publicitaires TV sont en recul constant. La SSR doit aujourd'hui déjà – et devra demain encore – compenser cette tendance par un accroissement continu de son efficacité.

## Relation avec les autres médias suisses

Plusieurs études réfutent l'hypothèse selon laquelle les offres en ligne financées par l'argent public affaiblissent le marché pour les médias privés<sup>9</sup>. Au contraire, une offre média publique de qualité crée une spirale concurrentielle ascendante dans le domaine journalistique, ce qui augmente généralement

<sup>5</sup> Reuters Institute Digital News Report 2023, page 102

<sup>6</sup> Source: Centre de recherche Public et société fög; Indépendance et positionnement politique des médias lors de votations populaires, Annales Qualité des médias, Etude 3 / 2023

<sup>7</sup> Source: Centre de recherche Public et société fög; Annales Qualité des médias 2023

<sup>8</sup> Examen de la situation financière et de l'efficacité de SRG SSR idée suisse – Rapport à l'attention du DETEC du 29 mars 2006 – partie 3.5 «Les coûts de l'idée suisse» (pp. 71 ss.): le CDF estime que le respect de la volonté politique quant à son offre fédéraliste et à sa structure décentralisée représente au moins 40 % des coûts de la SSR, soit au moins 600 millions de francs.

<sup>9</sup> FREE LUNCH FOR ALL? A PATH ANALYSIS ON FREE MENTALITY, PAYING INTERNET AND MEDIA BUDGET FOR DIGITAL JOURNALISM (O'Brien, 2022) / CROWDING OUT: IS THERE EVIDENCE THAT PSM HARM MARKETS? (Sehl, Fletcher & Picard, 2020) / PAYING FOR ONLINE NEWS (Fletcher, Nielsen, 2017)

d'autant la disposition à payer du public. Aucune enquête indépendante<sup>10</sup> n'a pu démontrer qu'une offre publique de news en ligne influencerait négativement la disposition à payer pour des contenus news. Malgré cela, la SSR prend déjà en considération les autres médias suisses: en radio et dans ses offres en ligne, elle est soumise à une interdiction de publicité. Dans les offres de news en ligne, le nombre de signes des articles sans lien avec une émission est strictement limité. Par ailleurs, la SSR exploite de nombreuses coopérations pour renforcer la place médiatique suisse, comme par exemple la fenêtre programmatique PresseTV ou encore sa participation dans Keystone ATS, au Conseil suisse de la presse, au Swiss Radioplayer, etc.

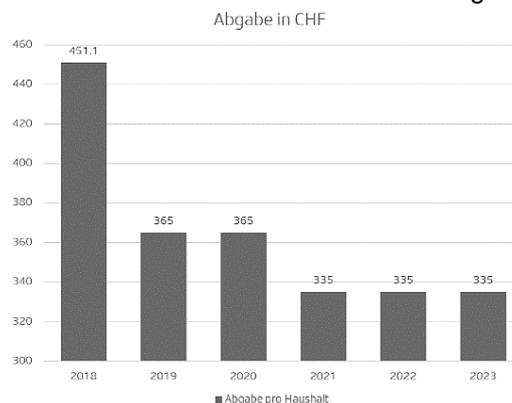
## L'initiative SSR ne trouvera pas de majorité auprès de la population votante

L'initiative contre la SSR «200 francs, ça suffit!» est radicale. En Suisse, la majorité de la population en âge de voter soutient la SSR et l'offre qu'elle propose actuellement. La redevance média est acceptée par une majorité de la population; la confiance envers la SSR et la satisfaction quant à ses offres média sont élevées<sup>11</sup>. Avec le débat sur les conséquences d'une acceptation de l'initiative, cela devrait constituer une base solide pour qu'une majorité de la population ou des cantons glisse un «non» dans les urnes.

## Contre-projet du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral entend opposer à l'initiative un contre-projet à l'échelon de l'ordonnance afin de tenir compte, au moins partiellement, des préoccupations du comité d'initiative et d'augmenter les chances de rejet de l'objet par le peuple. Dans ce contexte, il vise d'abord le montant de la redevance des ménages, déjà réduit de 25 % depuis 2018.

Evolution du montant de la redevance des ménages depuis 2018



Avec son contre-projet, le Conseil fédéral souhaite encore réduire la redevance progressivement au détriment de la SSR – une première fois à partir de 2027, de 335 francs actuellement à 312 francs par an, puis une seconde fois à partir de 2029, à 300 francs par an. Il propose également de supprimer, à partir de 2027, la redevance des entreprises pour deux niveaux tarifaires supplémentaires. Enfin, il a annoncé qu'il supprimerait en tout ou en partie la compensation du renchérissement pour la SSR à compter de 2025. Cette baisse de moyens aggraverait le recul structurel des recettes publicitaires. Quel serait l'impact total de ces mesures sur l'offre de la SSR, et donc sur le public?

- **Suppression du supplément pour renchérissement à compter de 2025**

Jusqu'ici, le renchérissement effectif était versé l'année suivante à la SSR et aux chaînes/stations privées, de quoi maintenir inchangée leur quote-part de redevance (réelle). Le 8 novembre 2023, le

<sup>10</sup> FUNDING DEMOCRACY: PUBLIC MEDIA AND DEMOCRATIC HEALTH IN 33 COUNTRIES (Neff & Pickard, 2021) PUBLIC SERVICE MEDIA INTERVENTIONS: RISKS AND THE MARKET (Rodriguet-Castro, Noonan & Ramsey, 2021) PUBLIC AND PRIVATE BROADCASTERS ACROSS THE GLOBE, THE RACE TO THE TOP (BBC, 2014)

<sup>11</sup> Baromètre Valeur publique SSR, enquête en ligne (lien), 2023/1, n=2'087, personnes de 15 à 79 ans

Conseil fédéral a annoncé qu'il supprimerait, pour la SSR, tout ou partie de la compensation du renchérissement octroyée depuis 2019<sup>12</sup>. La quote-part de la SSR enregistrerait alors un recul **pouvant atteindre 70 millions de francs par an** à compter de 2025.

- **Recul des recettes publicitaires**

Toutes les entreprises média suisses enregistrent une baisse de leurs recettes publicitaires. La publicité migre vers les plateformes technologiques internationales et les médias sociaux, et la SSR n'échappe pas à cette tendance – une tendance qui s'accélérera d'autant plus si la quote-part de redevance diminue. Par rapport à aujourd'hui, d'ici 2027, la SSR table sur un recul **de quelque 70 millions de francs par an**.

- **Réduction de la redevance média (ménages et entreprises) à compter de 2027**

Le 8 novembre, le Conseil fédéral a annoncé qu'à compter de 2027, il abaisserait la redevance des ménages et des entreprises. La quote-part de redevance des chaînes et stations privées ne devrait pas être concernée par cette baisse; seule la SSR verrait la sienne diminuer à l'échéance dite. La SSR craint ainsi une réduction de ses recettes issues de la redevance **pouvant atteindre 100 millions de francs par an**.

Conclusion: du fait de la suppression annoncée du supplément de renchérissement, de la réduction de la redevance proposée par le Conseil fédéral et du recul des recettes publicitaires, la SSR devrait, dans un premier temps, réduire drastiquement ses coûts à partir de 2025. Avec la nouvelle baisse prévue entre 2027 et 2029, **un déficit de financement pouvant atteindre 240 millions de francs risque de se produire dès 2027**. A partir de 2029, la situation financière de la SSR s'aggraverait encore, car le Conseil fédéral veut encore réduire la redevance des ménages à partir de cette date.

### Conséquences du contre-projet

Les charges de personnel représentent environ 50 % de la structure des coûts de la SSR. Toute réduction des recettes de l'entreprise média implique des suppressions de postes. Autrement dit, d'ici 2027, quelque 900 postes seraient progressivement supprimés à la SSR, et presque autant chez ses fournisseurs et entreprises tierces.<sup>13</sup> Tous les sites de la SSR, studios régionaux compris, seraient concernés.

Les mesures proposées par le Conseil fédéral entraîneraient toutefois aussi des pertes certainement perceptibles dans le programme et des adaptations dans l'infrastructure.

Exemples de conséquences:

- **Impact sur la couverture de l'actualité:** une réduction de budget toucherait tout le personnel (information comprise) et tous les sites, dont la structure devrait être réexaminée.
- **Impact sur le sport:** aujourd'hui, la SSR couvre plus d'une centaine de disciplines sportives. De nombreuses productions extérieures deviendraient impossibles, et la transmission de certaines grandes manifestations en Suisse – comme la production de championnats du monde ou d'Europe – pourrait également être remises en cause.
- **Impact sur les séries et les films suisses:** le nombre de séries et de films suisses (documentaires et fictions) et la contribution financière correspondante (Pacte de l'audiovisuel) devraient être revus à la baisse.
- **Impact sur la culture (y c. culture populaire):** moins de moyens de production signifierait aussi moins de transmissions de manifestations, services religieux et enregistrements musicaux. Pour des raisons de coûts, l'enregistrement ou la transmission d'événements faisant jusqu'alors partie du

<sup>12</sup>[https://www.bakom.admin.ch/dam/bakom/de/dokumente/bakom/das\\_bakom/rechtliche\\_grundlagen/Vernehmlassungen/teilrevision-rtvv-erlaeternder-bericht.pdf.download.pdf/Teilrevision%20RTVV%20-%20Er%20C3%A4uternder%20Bericht.pdf](https://www.bakom.admin.ch/dam/bakom/de/dokumente/bakom/das_bakom/rechtliche_grundlagen/Vernehmlassungen/teilrevision-rtvv-erlaeternder-bericht.pdf.download.pdf/Teilrevision%20RTVV%20-%20Er%20C3%A4uternder%20Bericht.pdf)

<sup>13</sup> [Effets économiques des médias de service public financés par la redevance – une analyse d'impact macroéconomique commandée par l'OFCOM \(BAK Basel 2016\)](#)

mandat de prestations de la SSR seraient mis en péril. La rémunération des droits d'auteur des musiciennes et musiciens suisses serait par conséquent également réduite de manière analogue.

- **Impact sur la collaboration avec d'autres médias suisses:** actuellement, la SSR finance la majeure partie de PresseTV et de la recherche sur les audiences radio – ce dont profitent les médias privés. Ici encore, les moyens devraient être réduits.
- **Impact sur les tiers fournissant des prestations à la SSR:** de nombreuses entreprises et indépendants fournissent aujourd'hui des prestations à la SSR et, par voie de conséquence, au service public média. Près de la moitié des économies devraient se faire au détriment de ces tiers.

Les conséquences de la réduction de la redevance média (ménages et entreprises) proposée par le Conseil fédéral sont bien trop lourdes pour les prestations (offre programmatique en particulier) de la SSR et pour le public. La SSR ne pourrait plus accomplir intégralement son mandat de prestations – cela au détriment notamment de l'ancrage régional, de la couverture du sport, de la culture et de la culture populaire, de la fiction suisse et des coopérations avec d'autres entreprises média suisses.

## Synthèse

1. **La SSR salue le fait que le Conseil fédéral rejette l'initiative. La SSR considère que le peuple refusera également cette initiative, qui est trop radicale et qui mettrait en danger l'existence du service public audiovisuel. La population s'est déjà exprimée à ce sujet durant la votation « No Billag » en 2018.**
2. **La SSR est contre les réductions de la redevance média (ménages et entreprises) proposées par le Conseil fédéral.**
3. **D'un côté, le contre-projet du Conseil fédéral provoquerait une suppression massive de postes et une réduction sévère du programme – cela sans égard pour le public. Pour la SSR, la suppression annoncée du supplément pour renchérissement et les réductions de la redevance média proposées par le Conseil fédéral, ainsi que le recul des recettes publicitaires représenteraient jusqu'à 240 millions de francs de manque à gagner. Au total, toutes régions confondues, quelque 900 postes risqueraient d'être progressivement supprimés à la SSR d'ici 2027.**  
**De l'autre côté, la Concession SSR, qui définit le mandat de prestations, court jusqu'en 2028 et ce, sans modification. Du fait des défis financiers qui s'accumulent (recul des recettes publicitaires, suppression de la compensation du renchérissement et proposition de réduction de la redevance des ménages et des entreprises), l'accomplissement du mandat de prestations sera compromis à compter de 2025, pour ne plus être finançable à compter de 2027. La SSR attend donc du Conseil fédéral qu'il continue d'assurer un financement adapté au mandat de prestations actuel.**
4. **Dans le cadre de la redevance actuelle, la SSR assume ses responsabilités. En appliquant systématiquement des mesures d'efficacité, elle continuera de tout mettre en œuvre pour faire face aux réductions prévisibles en termes de recettes publicitaires et pour réaliser la transformation qui s'impose.**

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à nos préoccupations, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Mesdames et Messieurs, nos meilleures salutations.

Jean-Michel Cina  
Président du Conseil d'administration SSR

Gilles Marchand  
Directeur général SSR